

49 (1961) Nr. 1

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1962 Nr. 81

A. TITEL

*Douaneovereenkomst inzake het carnet A.T.A. voor de tijdelijke
toelating van handelswaren, met Bijlage;
Brussel, 6 december 1961*

B. TEKST**Convention Douanière sur le carnet A. T. A. pour l'admission temporaire de marchandises
(Convention A. T. A.)****PREAMBULE**

Les Etats signataires de la présente Convention,

Réunis sous les auspices du Conseil de Coopération Douanière et des Parties Contractantes à l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce (GATT) et avec le concours de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO),

Considérant les vœux exprimés par les représentants du commerce international et par d'autres milieux intéressés qui souhaitent voir faciliter l'accomplissement des formalités relatives à l'importation temporaire en franchise de marchandises,

Convaincus que l'adoption de procédures communes relatives à l'importation temporaire en franchise de marchandises apportera des avantages substantiels aux activités internationales, commerciales ou culturelles, et assurera aux systèmes douaniers des Parties Contractantes un plus haut degré d'harmonisation et d'uniformité,

Sont convenus de ce qui suit:

CHAPITRE PREMIER*Définitions et agrément***Article premier**

Pour l'application de la présente Convention on entend:

- (a) par „droits à l'importation”: les droits de douane et tous autres droits et taxes perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation, ainsi que tous les droits d'accise et taxes intérieures dont sont passibles les marchandises importées, à l'exclusion toutefois des redevances et impositions qui sont limitées au coût approximatif des services rendus et qui ne constituent pas une protection indirecte des produits nationaux ou des taxes de caractère fiscal à l'importation;
- (b) par „admission temporaire”: l'importation temporaire en franchise de droits à l'importation, aux conditions fixées par les Conventions visées à l'Article 3 ci-dessous ou par les lois et règlements du pays d'importation;
- (c) par „transit”: le transport des marchandises d'un bureau de douane du territoire d'une Partie Contractante à un autre

**Customs Convention on the A. T. A. carnet for the temporary
admission of goods
(A. T. A. Convention)**

PREAMBLE

The States signatory to the present Convention,

Meeting under the auspices of the Customs Co-operation Council and the Contracting Parties to the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT), in consultation with the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation (UNESCO),

Having regard to proposals made by representatives of international trade and other interests for facilitating the procedures for the temporary duty-free importation of goods,

Convinced that the adoption of common procedures for the temporary duty-free importation of goods would afford considerable advantages to international, commercial and cultural activities and would secure a higher degree of harmony and uniformity in the Customs systems of the Contracting Parties,

Have agreed as follows:

CHAPTER I

Definitions and approval

Article 1

For the purposes of the present Convention:

- (a) the term „import duties” means Customs duties and all other duties and taxes payable on or in connection with importation and shall include all internal taxes and exise duties chargeable on imported goods, but shall not include fees and charges which are limited in amount to the approximate cost of services rendered and do not represent an indirect protection to domestic products or a taxation of imports for fiscal purposes;
- (b) the term “temporary admission” means temporary importation free of import duties in accordance with the conditions laid down by the Conventions referred to in Article 3 of the present Convention or by the national laws and regulations of the country of importation;
- (c) the term “transit” means the conveyance of goods from a Customs office in the territory of a Contracting Party to another

bureau de douane du même territoire, aux conditions fixées par les lois et règlements de cette Partie Contractante;

- (d) par „carnet A.T.A.” (Admission Temporaire — Temporary Admission): le document reproduit à l'Annexe à la présente Convention;
- (e) par „association émettrice”: une association agréée par les autorités douanières d'une Partie Contractante pour l'émission des carnets A. T. A. dans le territoire de cette Partie Contractante;
- (f) par „association garante”: une association agréée par les autorités douanières d'une Partie Contractante pour assurer la garantie des sommes visées à l'Article 6 de la présente Convention, dans le territoire de cette Partie Contractante;
- (g) par „Conseil”: l'organisation instituée par la Convention portant création d'un Conseil de Coopération Douanière, conclue à Bruxelles le 15 décembre 1950;
- (h) par „personne”: aussi bien une personne physique qu'une personne morale, à moins que le contexte n'en dispose autrement.

Article 2

L'agrément d'une association émettrice par les autorités douanières, prévu au paragraphe (e), de l'Article premier de la présente Convention peut être subordonné, notamment, à la condition que le prix du carnet A.T.A. corresponde au coût des services rendus.

CHAPITRE II

Champ d'application

Article 3

1. Chaque Partie Contractante accepte, au lieu et place de ses documents douaniers nationaux et en garantie des sommes visées à l'Article 6 de la présente Convention, tout carnet A.T.A. valable pour son territoire, délivré et utilisé dans les conditions définies dans la présente Convention, pour les marchandises importées temporairement en application de:

- (a) la Convention douanière relative à l'importation temporaire de matériel professionnel, conclue à Bruxelles le 8 juin 1961,
- (b) la Convention douanière relative aux facilités accordées pour l'importation des marchandises destinées à être présentées ou utilisées à une exposition, une foire, un congrès ou une manifestation similaire, conclue à Bruxelles le 8 juin 1961,

pour autant qu'elle soit Partie Contractante à ces Conventions.

Customs office within the same territory, in accordance with the conditions laid down in the national laws and regulations of that Contracting Party;

- (d) the term "A. T. A. carnet" (Admission Temporaire — Temporary Admission) means the document reproduced as the Annex to the present Convention;
- (e) the term "issuing association" means an association approved by the Customs authorities of a Contracting Party for the issue of A. T. A. carnets in the territory of that Contracting Party;
- (f) the term "guaranteeing association" means an association approved by the Customs authorities of a Contracting Party to guarantee the sums referred to in Article 6 of the present Convention, in the territory of that Contracting Party;
- (g) the term "the Council" means the organisation set up by the Convention establishing a Customs Co-operation Council, done at Brussels on 15th December 1950;
- (h) the term "person" means both natural and legal persons, unless the context otherwise requires.

Article 2

The approval of an issuing association envisaged in paragraph (e) of Article 1 of the present Convention may be subject, in particular, to the condition that the price of A. T. A. carnets shall be commensurate with the cost of services rendered.

CHAPTER II

Scope

Article 3

1. Each Contracting Party shall accept in lieu of its national Customs documents, and as due security for the sums referred to in Article 6 of the present Convention, A. T. A. carnets valid for its territory and issued and used in accordance with the conditions laid down in the present Convention, for goods temporarily imported under:

- (a) the Customs Convention on the temporary importation of professional equipment, done at Brussels on 8th June 1961,
- (b) the Customs Convention concerning facilities for the importation of goods for display or use at exhibitions, fairs, meetings or similar events, done at Brussels on 8th June 1961,

in so far as it is a Contracting Party to those Conventions.

2. Chaque Partie Contractante peut également accepter tout carnet A. T. A., délivré et utilisé dans les mêmes conditions, pour les marchandises importées temporairement en application d'autres Conventions internationales relatives à l'admission temporaire et pour les opérations d'admission temporaire effectuées en application de ses lois et règlements nationaux.

3. Chaque Partie Contractante peut accepter pour le transit tout carnet A. T. A. délivré et utilisé dans les mêmes conditions.

4. Les marchandises devant faire l'objet d'une ouvraison ou d'une réparation ne peuvent être importées sous le couvert d'un carnet A. T. A.

CHAPITRE III

Emission et utilisation des carnets A. T. A.

Article 4

1. Les associations émettrices ne peuvent délivrer de carnets A. T. A. dont la durée de validité excède une année à compter du jour de leur délivrance. Elles doivent indiquer, sur la couverture du carnet A. T. A., les pays pour lesquels celui-ci est valable ainsi que les associations garantes correspondantes.

2. Aucune marchandise ne peut, après la délivrance du carnet A. T. A., être ajoutée à la liste des marchandises énumérées au verso de la couverture du carnet et, le cas échéant, aux feuilles supplémentaires y annexées (liste générale).

Article 5

Le délai fixé pour la réexportation des marchandises importées sous le couvert d'un carnet A.T.A. ne peut en aucun cas excéder le délai de validité de ce carnet.

CHAPITRE IV

Garantie

Article 6

1. Chaque association garante garantit aux autorités douanières du pays dans lequel elle a son siège, le paiement du montant des droits à l'importation et des autres sommes exigibles en cas de non-observation des conditions fixées pour l'admission temporaire ou le transit de marchandises introduites dans ce pays sous couvert de carnets A. T. A. délivrés par une association émettrice correspondante. Elle est tenue, conjointement et solidairement avec les personnes redevables des sommes visées ci-dessus, au paiement de ces sommes.

2. Each Contracting Party may also accept A.T.A. carnets, issued and used under the same conditions, for goods temporarily imported under other international temporary importation Conventions or for temporary admission procedures under its national laws and regulations.

3. Each Contracting Party may accept A. T. A. carnets issued and used under the same conditions for transit.

4. Goods intended for processing or repair shall not be imported under cover of A. T. A. carnets.

CHAPTER III

Issue and use of A. T. A. carnets

Article 4

1. Issuing associations shall not issue A. T. A. carnets with a period of validity exceeding one year from the date of issue. They shall indicate on the cover of the A. T. A. carnet the countries in which it is valid and the names of the corresponding guaranteeing associations.

2. Once an A. T. A. carnet has been issued no extra item shall be added to the list of goods enumerated on the reverse of the front cover of the carnet, or on any continuation sheets annexed thereto (General List).

Article 5

The period fixed for the re-exportation of goods imported under cover of an A.T.A. carnet shall not in any case exceed the period of validity of that carnet.

CHAPTER IV

Guarantee

Article 6

1. Each guaranteeing association shall undertake to pay to the Customs authorities of the country in which it is established the amount of the import duties and any other sums payable in the event of non-compliance with the conditions of temporary admission, or of transit, in respect of goods introduced into that country under cover of A. T. A. carnets issued by a corresponding issuing association. It shall be liable jointly and severally with the persons from whom the sums mentioned above are due, for payment of such sums.

2. L'association garante n'est pas tenue au paiement d'une somme supérieure de plus de dix pour cent au montant des droits à l'importation.

3. Lorsque les autorités douanières du pays d'importation ont déchargé sans réserve un carnet A. T. A. pour certaines marchandises, elles ne peuvent plus réclamer à l'association garante, en ce qui concerne ces marchandises, le paiement des sommes visées au paragraphe 1 du présent Article. Cependant, une réclamation en garantie peut encore être faite à l'association garante s'il est constaté ultérieurement que la décharge a été obtenue irrégulièrement ou frauduleusement ou qu'il y a eu violation des conditions auxquelles l'admission temporaire ou le transit étaient subordonnés.

4. Les autorités douanières ne peuvent exiger en aucun cas de l'association garante le paiement des sommes visées au paragraphe 1 du présent Article, si la réclamation n'a pas été faite à cette association dans le délai d'un an à compter de la date de péremption du carnet.

CHAPITRE V

Régularisation des carnets A. T. A.

Article 7

1. Les associations garantes ont un délai de six mois à compter de la date à laquelle les autorités douanières réclament le paiement des sommes visées au paragraphe 1 de l'Article 6 ci-dessus pour fournir la preuve de la réexportation des marchandises dans les conditions prévues par la présente Convention ou de toute autre décharge régulière du carnet A. T. A.

2. Si cette preuve n'est pas fournie dans le délai prescrit, l'association garante consigne immédiatement ces sommes ou les verse à titre provisoire. Cette consignation ou ce versement devient définitif à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date de la consignation ou du versement. Pendant ce dernier délai, l'association garante peut encore, en vue de la restitution des sommes consignées ou versées, fournir les preuves prévues au paragraphe précédent.

3. Pour les pays dont les lois et règlements ne prévoient pas la consignation ou le versement provisoire des droits à l'importation, les paiements qui seraient faits dans les conditions prévues au paragraphe précédent sont considérés comme définitifs, mais leur montant est remboursé lorsque les preuves prévues au paragraphe 1 du présent Article sont fournies dans un délai de trois mois à partir de la date du paiement.

2. The liability of the guaranteeing association shall not exceed the amount of the import duties by more than ten per cent.

3. When the Customs authorities of the country of importation have unconditionally discharged an A. T. A. carnet in respect of certain goods they can no longer claim from the guaranteeing association payment of the sums referred to in paragraph 1 of this Article in respect of these goods. A claim may nevertheless still be made against the guaranteeing association if it is subsequently discovered that the discharge of the carnet was obtained improperly or fraudulently or that there had been a breach of the conditions of temporary admission or of transit.

4. Customs authorities shall not in any circumstances require from the guaranteeing association payment of the sums referred to in paragraph 1 of this Article if a claim has not been made against the guaranteeing association within a year of the date of expiry of the validity of the carnet.

CHAPTER V

Regularisation of A. T. A. carnets

Article 7

1. The guaranteeing association shall have a period of six months from the date of the claim made by the Customs authorities for the sums referred to in paragraph 1 of Article 6 of the present Convention in which to furnish proof of the re-exportation of the goods under the conditions laid down in the present Convention or of any other proper discharge of the A. T. A. carnet.

2. If such proof is not furnished within the time allowed the guaranteeing association shall forthwith deposit, or pay provisionally, such sums. This deposit or payment shall become final after a period of three months from the date of the deposit or payment. During the latter period the guaranteeing association may still furnish the proof referred to in the preceding paragraph with a view to recovery of the sums deposited or paid.

3. For countries whose laws and regulations do not provide for the deposit or provisional payment of import duties, payments made in conformity with the provisions of the preceding paragraph shall be regarded as final, but the sums paid shall be refunded if the proof referred to in paragraph 1 of this Article is furnished within three months of the date of the payment.

Article 8

1. La preuve de la réexportation de marchandises importées sous le couvert d'un carnet A. T. A. est fournie par le certificat de réexportation apposé sur ce carnet par les autorités douanières du pays où les marchandises ont été importées temporairement.

2. S'il n'a pas été certifié que les marchandises ont été réexportées, conformément au paragraphe 1 du présent Article, les autorités douanières du pays d'importation peuvent accepter comme preuve de la réexportation des marchandises, même après péremption du carnet:

- (a) les mentions portées par les autorités douanières d'une autre Partie Contractante sur le carnet A. T. A. lors de l'importation ou de la réimportation ou un certificat desdites autorités basé sur les mentions portées sur un volet détaché du carnet lors de l'importation ou de la réimportation sur leur territoire, à la condition que ces mentions se rapportent à une importation ou à une réimportation dont on peut établir qu'elle a bien eu lieu après la réexportation qu'elle est appelée à prouver;
- (b) toute autre preuve établissant que les marchandises se trouvent hors de ce pays.

3. Au cas où les autorités douanières d'une Partie Contractante dispensent de la réexportation certaines marchandises admises sur leur territoire sous le couvert d'un carnet A. T. A. l'association garante n'est déchargée de ses obligations que lorsque ces autorités ont certifié, sur le carnet lui-même, que la situation de ces marchandises a été régularisée.

Article 9

Dans les cas visés au paragraphe 2 de l'Article 8 de la présente Convention, les autorités douanières se réservent le droit de percevoir une taxe de régularisation.

CHAPITRE VI

Dispositions diverses

Article 10

Les visas des carnets A. T. A. utilisés dans les conditions prévues par la présente Convention, ne donnent pas lieu au paiement d'une rémunération pour les services des douanes lorsqu'il est procédé à cette opération dans les bureaux ou postes de douane et pendant les heures normales d'ouverture.

Article 11

En cas de destruction, de perte ou de vol d'un carnet A. T. A., se rapportant à des marchandises qui se trouvent dans le territoire

Article 8

1. Evidence of re-exportation of goods imported under cover of an A. T. A. carnet shall be provided by the re-exportation certificate completed in that carnet by the Customs authorities of the country into which the goods were temporarily imported.

2. If the re-exportation of goods has not been certified in accordance with paragraph 1 of this Article, the Customs authorities of the country of importation may, even if the period of validity of the carnet has already expired, accept as evidence of re-exportation of the goods:

- (a) the particulars entered by the Customs authorities of another Contracting Party in the A. T. A. carnet on importation or re-importation or a certificate issued by those authorities based on the particulars entered on a voucher which has been detached from the carnet on importation or on re-importation into their territory, provided that the particulars relate to an importation or re-importation which can be proved to have taken place after the re-exportation which it is intended to establish;
- (b) any other documentary proof that the goods are outside that country.

3. In any case in which the Customs authorities of a Contracting Party waive the requirement of re-exportation of certain goods admitted into their territory under cover of an A. T. A. carnet, the guaranteeing association shall be discharged from its obligations only when those authorities have certified in the carnet that the position regarding those goods has been regularised.

Article 9

In the cases referred to in paragraph 2 of Article 8 of the present Convention, the Customs authorities shall have the right to charge a regularisation fee.

CHAPTER VI

Miscellaneous provisions

Article 10

Customs certificates on A. T. A. carnets used under the conditions laid down in the present Convention shall not be subject to the payment of charges for Customs attendance at Customs offices and posts during the normal hours of business.

Article 11

In the case of the destruction, loss or theft of an A. T. A. carnet while the goods to which it refers are in the territory of one of the

d'une des Parties Contractantes, les autorités douanières de cette Partie Contractante acceptent, à la demande de l'association émettrice, et sous réserve des conditions que ces autorités imposeraient, un titre de remplacement dont la validité expire à la même date que celle du carnet remplacé.

Article 12

1. Lorsque les marchandises importées temporairement ne peuvent être réexportées par suite d'une saisie et que cette saisie n'a pas été pratiquée à la requête de particuliers, l'obligation de réexportation est suspendue pendant la durée de la saisie.

2. Autant que possible, les autorités douanières notifient à l'association garante les saisies pratiquées par elles ou à leur requête sur des marchandises placées sous le couvert d'un carnet A. T. A. garanti par cette association et l'avisent des mesures qu'elles entendent adopter.

Article 13

Sont admis au bénéfice de la franchise des droits à l'importation et ne sont soumis à aucune prohibition ou restriction d'importation, les carnets A. T. A. ou parties de carnets A. T. A. destinés à être délivrés dans le pays d'importation desdits carnets et qui sont expédiés aux associations émettrices par une association étrangère correspondante, par une organisation internationale ou par les autorités douanières d'une Partie Contractante. Des facilités analogues sont accordées à l'exportation.

Article 14

Pour l'application de la présente Convention, les territoires des Parties Contractantes qui forment une union douanière ou économique peuvent être considérés comme un seul territoire.

Article 15

En cas de fraude, de contravention ou d'abus, les Parties Contractantes ont le droit, notwithstanding les dispositions de la présente Convention, d'intenter des poursuites contre les personnes utilisant un carnet A. T. A., pour recouvrer les droits à l'importation et les autres sommes exigibles, ainsi que pour requérir les pénalités dont ces personnes seraient passibles. Dans ce cas les associations doivent prêter leur concours aux autorités douanières.

Article 16

L'Annexe à la présente Convention est considérée comme faisant partie intégrante de celle-ci.

Contracting Parties, the Customs authorities of that Contracting Party shall, at the request of the issuing association and subject to such conditions as those authorities may prescribe, accept a replacement document, the validity of which expires on the same date as that of the carnet which it replaces.

Article 12

1. When goods temporarily imported cannot be re-exported as a result of a seizure, other than a seizure made at the suit of private persons, the requirement of re-exportation shall be suspended for the duration of the seizure.

2. The Customs authorities shall, so far as possible, notify the guaranteeing association of seizures made by them or on their behalf of goods admitted under cover of A. T. A. carnets guaranteed by that association and shall advise it of the measures they intend to take.

Article 13

A. T. A. carnets or parts of A. T. A. carnets intended to be issued in the country into which they are imported and which are sent to an issuing association by a corresponding foreign association, by an international organisation or by the Customs authorities of a Contracting Party, shall be admitted free of import duties and free of any import prohibitions or restrictions. Corresponding facilities shall be granted at exportation.

Article 14

For the purposes of the present Convention the territories of Contracting Parties which form a Customs or economic union may be taken to be a single territory.

Article 15

In the event of fraud, contravention or abuse, the Contracting Parties shall, notwithstanding the provisions of the present Convention, be free to take proceedings against persons using A. T. A. carnets, for the recovery of the import duties and other sums payable and also for the imposition of any penalties to which such persons have rendered themselves liable. In such cases the associations shall lend their assistance to the Customs authorities.

Article 16

The Annex to the present Convention shall be construed to be an integral part of the Convention.

Article 17

Les dispositions de la présente Convention établissent des facilités minima et ne mettent pas obstacle à l'application de facilités plus grandes que certaines Parties Contractantes accordent ou accorderaient soit par des dispositions unilatérales, soit en vertu d'accords bilatéraux ou multilatéraux.

CHAPITRE VII

Clauses finales

Article 18

1. Les Parties Contractantes se réunissent lorsqu'il est nécessaire pour examiner les conditions dans lesquelles la présente Convention est appliquée afin, notamment, de rechercher les mesures propres à en assurer l'interprétation et l'application uniformes.

2. Ces réunions sont convoquées par le Secrétaire Général du Conseil, sur la demande d'une Partie Contractante. Sauf décision contraire des Parties Contractantes, les réunions se tiennent au siège du Conseil.

3. Les Parties Contractantes établissent le règlement intérieur de leurs réunions. Les décisions des Parties Contractantes sont prises à la majorité des deux tiers de celles qui sont présentes et qui prennent part au vote.

4. Les Parties Contractantes ne peuvent valablement se prononcer sur une question que si plus de la moitié d'entre elles sont présentes.

Article 19

1. Tout différend entre Parties Contractantes en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de la présente Convention est, autant que possible, réglé par voie de négociations directes entre lesdites Parties.

2. Tout différend qui n'est pas réglé par voie de négociations directes est porté, par les parties en cause, devant les Parties Contractantes, réunies dans les conditions prévues à l'Article 18, qui examinent le différend et font des recommandations en vue de son règlement.

3. Les parties au différend peuvent convenir d'avance d'accepter les recommandations des Parties Contractantes.

Article 20

1. Tout Etat membre du Conseil et tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées peut devenir Partie Contractante à la présente Convention:

Article 17

The provisions of the present Convention set out the minimum facilities to be accorded and do not prevent the application of greater facilities which certain Contracting Parties grant or may grant in future by unilateral provisions or in virtue of bilateral and multi-lateral agreements.

CHAPTER VII

Final provisions

Article 18

1. The Contracting Parties shall meet together when necessary in order to consider the operation of the present Convention and, in particular, in order to consider measures to secure uniformity in the interpretation and application of the present Convention.

2. Such meetings shall be convened by the Secretary General of the Council at the request of any Contracting Party. Unless the Contracting Parties otherwise decide, the meetings shall be held at the Headquarters of the Council.

3. The Contracting Parties shall lay down the rules of procedure for their meetings. Decisions of the Contracting Parties shall be taken by a majority of not less than two thirds of the Contracting Parties present at the meeting and voting.

4. The Contracting Parties shall not take a decision on any matter unless more than half of them are present.

Article 19

1. Any dispute between Contracting Parties concerning the interpretation or application of the present Convention shall so far as possible be settled by negotiation between them.

2. Any dispute which is not settled by negotiation shall be referred by the Contracting Parties in dispute to the Contracting Parties, meeting in conformity with Article 18 of the present Convention, which shall thereupon consider the dispute and make recommendations for its settlement.

3. The Contracting Parties in dispute may agree in advance to accept the recommendations of the Contracting Parties as binding.

Article 20

1. Any State Member of the Council and any State Member of the United Nations or its specialised agencies may become a Contracting Party to the present Convention:

- (a) en la signant, sans réserve de ratification;
- (b) en déposant un instrument de ratification après l'avoir signée sous réserve de ratification; ou
- (c) en y adhérant.

2. La présente Convention est ouverte jusqu'au 31 juillet 1962, au siège du Conseil, à Bruxelles, à la signature des Etats visés au paragraphe 1 du présent Article. Après cette date, elle sera ouverte à leur adhésion.

3. Dans le cas prévu au paragraphe 1 (b) du présent Article, la Convention est soumise à la ratification des Etats signataires conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

4. Tout Etat non membre des organisations visées au paragraphe 1 du présent Article, auquel une invitation est adressée à cet effet par le Secrétaire Général du Conseil, sur la demande des Parties Contractantes, peut devenir Partie Contractante à la présente Convention en y adhérant après son entrée en vigueur.

5. Les instruments de ratification ou d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire Général du Conseil.

Article 21

1. La présente Convention entre en vigueur trois mois après que cinq des Etats mentionnés au paragraphe 1 de l'Article 20 de la présente Convention l'ont signée sans réserve de ratification ou ont déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion.

2. A l'égard de tout Etat qui signe la présente Convention sans réserve de ratification, qui la ratifie ou y adhère, après que cinq Etats ont soit signé la Convention sans réserve de ratification, soit déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion, la présente Convention entre en vigueur trois mois après que ledit Etat a signé sans réserve de ratification ou déposé son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 22

1. La présente Convention est conclue pour une durée illimitée. Toutefois, toute Partie Contractante peut la dénoncer à tout moment après la date de son entrée en vigueur, telle qu'elle est fixée à l'Article 21 de la présente Convention.

2. La dénonciation est notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Secrétaire Général du Conseil.

3. La dénonciation prend effet six mois après la réception de l'instrument de dénonciation par le Secrétaire Général du Conseil.

- (a) by signing it without reservation of ratification;
- (b) by depositing an instrument of ratification after signing it subject to ratification; or
- (c) by acceding to it.

2. The present Convention shall be open until 31st July, 1962, for signature at the Headquarters of the Council in Brussels, by the States referred to in paragraph 1 of this Article. Thereafter, it shall be open for their accession.

3. In the case envisaged in paragraph 1 (b) of this Article, the present Convention shall be subject to ratification by the signatory States in accordance with their constitutional procedures.

4. Any State, not being a Member of the Organisations referred to in paragraph 1 of this Article, to which an invitation to that effect has been addressed by the Secretary General of the Council at the request of the Contracting Parties, may become a Contracting Party to the present Convention by acceding thereto after its entry into force.

5. The instruments of ratification or accession shall be deposited with the Secretary General of the Council.

Article 21

1. The present Convention shall enter into force three months after five of the States referred to in paragraph 1 of Article 20 thereof have signed it without reservation of ratification or have deposited their instruments of ratification or accession.

2. For any State signing without reservation of ratification, ratifying or acceding to the present Convention after five States have signed it without reservation of ratification or have deposited their instruments of ratification or accession, the present Convention shall enter into force three months after the said State has signed without reservation of ratification or deposited its instrument of ratification or accession.

Article 22

1. The present Convention is of unlimited duration. However any Contracting Party may denounce it at any time after the date of its entry into force under Article 21 thereof.

2. The denunciation shall be notified by an instrument in writing, deposited with the Secretary General of the Council.

3. The denunciation shall take effect six months after the receipt of the instrument of denunciation by the Secretary General of the Council.

4. Lorsqu'une Partie Contractante dénonce la présente Convention conformément au paragraphe 1 du présent Article ou fait une notification en application du paragraphe 2 (b) de l'Article 23 ou du paragraphe 2 de l'Article 25 de la Convention, tout carnet A. T. A. délivré avant la date où cette dénonciation ou cette notification prend effet reste valable et l'association garante reste engagée.

Article 23

1. Au moment de signer la présente Convention, de la ratifier ou d'y adhérer, ou à une date ultérieure, tout Etat qui décide d'accepter les carnets A. T. A. dans les conditions prévues aux paragraphes 2 et 3 de l'Article 3 de la présente Convention le notifie au Secrétaire Général du Conseil en précisant les cas dans lesquels ils s'engage à accepter les carnets A. T. A. et en indiquant la date à laquelle cette acceptation prend effet.

2. D'autres notifications similaires peuvent être adressées au Secrétaire Général du Conseil:

- (a) pour étendre le champ d'application de précédentes notifications;
- (b) pour annuler de précédentes notifications ou en restreindre le champ d'application, compte tenu des dispositions du paragraphe 4 de l'Article 22 de la présente Convention.

Article 24

1. Les Parties Contractantes, réunies dans les conditions prévues à l'Article 18, peuvent recommander des amendements à la présente Convention.

2. Le texte de tout amendement ainsi recommandé est communiqué par le Secrétaire Général du Conseil à toutes les Parties Contractantes, à tous les autres Etats signataires ou adhérents, au Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies, aux Parties Contractantes du GATT et à l'UNESCO.

3. Dans un délai de six mois à compter de la date de la communication de l'amendement recommandé, toute Partie Contractante peut faire connaître au Secrétaire Général du Conseil:

- (a) soit qu'elle a une objection à opposer à l'amendement recommandé,
- (b) soit qu'elle a l'intention d'accepter l'amendement recommandé mais que les conditions nécessaires à cette acceptation ne sont pas encore remplies dans son pays.

4. Aussi longtemps qu'une Partie Contractante qui a adressé la communication prévue ci-dessus au paragraphe 3 (b) n'a pas notifié son acceptation au Secrétaire Général du Conseil, elle peut, pendant un délai de neuf mois à partir de l'expiration du délai de six mois

4. Where a Contracting Party denounces the present Convention in accordance with paragraph 1 of this Article, or makes a notification under paragraph 2 (b) of Article 23 or paragraph 2 of Article 25 of the present Convention, any A. T. A. carnet issued before the date when the denunciation or notification takes effect shall remain valid and the guarantee of the guaranteeing association shall hold good.

Article 23

1. At the time of signing, ratifying or acceding to the present Convention or thereafter, any State deciding to accept A. T. A. carnets in accordance with the provisions of paragraphs 2 and 3 of Article 3 of the present Convention, shall notify the Secretary General of the Council, specifying the cases in which it undertakes to accept A. T. A. carnets and stating the date from which such acceptance takes effect.

2. Similar notifications may be addressed to the Secretary General of the Council to:

- (a) extend the scope of any previous notifications; or
- (b) subject to paragraph 4 of Article 22 of the present Convention, restrict the scope of, or cancel any previous notifications.

Article 24

1. The Contracting Parties meeting in conformity with Article 18 of the present Convention may recommend amendments thereto.

2. The text of any amendment so recommended shall be communicated by the Secretary General of the Council to all Contracting Parties, to all other signatory or acceding States, to the Secretary General of the United Nations, to the Contracting Parties to the GATT, and to UNESCO.

3. Within a period of six months from the date on which the recommended amendment is so communicated, any Contracting Party may inform the Secretary General of the Council:

- (a) that it has an objection to the recommended amendment, or
- (b) that, although it intends to accept the recommended amendment, the conditions necessary for such acceptance are not yet fulfilled in its country.

4. If a Contracting Party sends the Secretary General of the Council a communication as provided for in paragraph 3 (b) of this Article, it may, so long as it has not notified the Secretary General of its acceptance of the recommended amendment, submit an

prévu au paragraphe 3 du présent Article, présenter une objection à l'amendement recommandé.

5. Si une objection à l'amendement recommandé est formulée dans les conditions prévues aux paragraphes 3 et 4 du présent Article, cet amendement est considéré comme n'ayant pas été accepté et reste sans effet.

6. Si aucune objection à l'amendement recommandé n'a été formulée dans les conditions prévues aux paragraphes 3 et 4 du présent Article, l'amendement est réputé accepté à la date suivante:

- (a) lorsque aucune Partie Contractante n'a adressé de communication en application du paragraphe 3 (b) du présent Article, à l'expiration du délai de six mois visé à ce paragraphe 3;
- (b) lorsqu'une ou plusieurs Parties Contractantes ont adressé une communication en application du paragraphe 3 (b) du présent Article, à la plus rapprochée des deux dates suivantes:
 - (i) date à laquelle toutes les Parties Contractantes ayant adressé une telle communication ont notifié au Secrétaire Général du Conseil qu'elles acceptent l'amendement recommandé, cette date étant toutefois reportée à l'expiration du délai de six mois visé au paragraphe 3 du présent Article si toutes les acceptations ont été notifiées antérieurement à cette expiration;
 - (ii) date d'expiration du délai de neuf mois visé au paragraphe 4 du présent Article.

7. Tout amendement réputé accepté entre en vigueur six mois après la date à laquelle il est réputé accepté.

8. Le Secrétaire Général du Conseil notifie le plus tôt possible à toutes les Parties Contractantes toute objection formulée conformément au paragraphe 3 (a) du présent Article ainsi que toute communication adressée conformément au paragraphe 3 (b). Il fait savoir ultérieurement à toutes les Parties Contractantes si la ou les Parties Contractantes qui ont adressé une telle communication élèvent une objection contre l'amendement recommandé ou si elles l'acceptent.

9. Tout Etat qui ratifie la présente Convention ou y adhère est réputé avoir accepté les amendements entrés en vigueur à la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 25

1. Tout Etat peut, soit au moment de la signature sans réserve de ratification, de la ratification ou de l'adhésion, soit ultérieurement,

objection to that amendment within a period of nine months following the expiry of the six-month period referred to in paragraph 3 of this Article.

5. If an objection to the recommended amendment is stated in accordance with the terms of paragraphs 3 and 4 of this Article, the amendment shall be deemed not to have been accepted and shall be of no effect.

6. If no objection to the recommended amendment in accordance with paragraphs 3 and 4 of this Article has been stated, the amendment shall be deemed to have been accepted as from the date specified below:

- (a) if no Contracting Party has sent a communication in accordance with paragraph 3 (b) of this Article, on the expiry of the period of six months referred to in paragraph 3;
- (b) if any Contracting Party has sent a communication in accordance with paragraph 3 (b) of this Article, on the earlier of the following two dates:
 - (i) the date by which all the Contracting Parties which sent such communications have notified the Secretary General of their acceptance of the recommended amendment, provided that, if all the acceptances were notified before the expiry of the period of six months referred to in paragraph 3 of this Article, that date shall be taken to be the date of expiry of the said six-month period;
 - (ii) the date of expiry of the nine-month period referred to in paragraph 4 of this Article.

7. Any amendment deemed to be accepted shall enter into force six months after the date on which it was deemed to be accepted.

8. The Secretary General of the Council shall, as soon as possible, notify all Contracting Parties of any objection to the recommended amendment made in accordance with paragraph 3 (a), and of any communication received in accordance with paragraph 3 (b), of this Article. He shall subsequently inform all the Contracting Parties whether the Contracting Party or Parties which have sent such a communication raise an objection to the recommended amendment or accept it.

9. Any State ratifying or acceding to the present Convention shall be deemed to have accepted any amendments thereto which have entered into force at the date of deposit of its instrument of ratification or accession.

Article 25

1. Any State may, at the time of signing the present Convention without reservation of ratification, or of depositing its instrument

notifier au Secrétaire Général du Conseil que la présente Convention s'étend à l'ensemble ou à certains des territoires dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité. Cette notification prend effet trois mois après la date à laquelle le Secrétaire Général du Conseil la reçoit. Toutefois la Convention ne peut devenir applicable aux territoires désignés dans la notification avant qu'elle ne soit entrée en vigueur à l'égard de l'Etat intéressé.

2. Tout Etat ayant, en application du paragraphe 1 du présent Article, notifié que la présente Convention s'étend à un territoire dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité, peut notifier au Secrétaire Général du Conseil, conformément aux dispositions de l'Article 22 de la présente Convention, que ce territoire cessera d'appliquer la Convention.

Article 26

1. Tout Etat peut déclarer, au moment où il signe la présente Convention, la ratifie ou y adhère, ou bien, après être devenu Partie Contractante à la Convention, notifier au Secrétaire Général du Conseil qu'il n'accepte pas, dans les conditions prévues par la Convention, les carnets A. T. A. pour le trafic postal. Cette notification prend effet le quatre-vingt-dixième jour après qu'elle a été reçue par le Secrétaire Général.

2. Toute Partie Contractante qui a formulé une réserve conformément au paragraphe 1 du présent Article, peut à tout moment lever cette réserve par notification au Secrétaire Général du Conseil.

3. Aucune autre réserve à la présente Convention n'est admise.

Article 27

Le Secrétaire Général du Conseil notifie à toutes les Parties Contractantes ainsi qu'aux autres Etats signataires ou adhérents, au Secrétaire Général des Nations Unies, aux Parties Contractantes du GATT et à l'UNESCO:

- (a) les signatures, ratifications, adhésions visées à l'Article 20 de la présente Convention;
- (b) la date à laquelle la présente Convention entre en vigueur conformément à l'Article 21;
- (c) les dénonciations reçues conformément à l'Article 22;
- (d) les notifications reçues conformément à l'Article 23;
- (e) les amendements réputés acceptés conformément à l'Article 24 ainsi que la date de leur entrée en vigueur;
- (f) les notifications reçues conformément à l'Article 25;

of ratification or accession or at any time thereafter, declare by notification given to the Secretary General of the Council that the present Convention shall extend to all or any of the territories for whose international relations it is responsible. Such notification shall take effect three months after the date of the receipt thereof by the Secretary General of the Council provided, however, that the Convention shall not apply to the territories named in the notification before the Convention has entered into force for the State concerned.

2. Any State which has made a notification under paragraph 1 of this Article extending the present Convention to any territory for whose international relations it is responsible may notify the Secretary General of the Council, in accordance with the provisions of Article 22 of the present Convention, that the territory in question will no longer apply the Convention.

Article 26

1. Any State may declare at the time of signing, ratifying or acceding to the present Convention, or notify the Secretary General of the Council after becoming a Contracting Party to the Convention, that it will not accept A. T. A. carnets under the present Convention for postal traffic. Such notification shall take effect on the ninetieth day after its receipt by the Secretary General.

2. Any Contracting Party having entered a reservation as provided for in paragraph 1 of this Article may at any time withdraw such reservation by notifying the Secretary General of the Council.

3. No other reservation to the present Convention shall be permitted.

Article 27

The Secretary General of the Council shall notify all Contracting Parties, the other signatory and acceding States, the Secretary General of the United Nations, the Contracting Parties to the GATT, and UNESCO of:

- (a) signatures, ratifications and accessions under Article 20 of the present Convention;
- (b) the date of entry into force of the present Convention in accordance with Article 21;
- (c) denunciations under Article 22;
- (d) notifications made in accordance with Article 23;
- (e) any amendment deemed to have been accepted in accordance with Article 24 and the date of its entry into force;
- (f) notifications received in accordance with Article 25;

- (g) les déclarations et notifications reçues conformément à l'Article 26 ainsi que la date à laquelle les réserves prennent effet ou celle à compter de laquelle elles sont levées.

Article 28

Conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Secrétaire Général du Conseil.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés ont signé la présente Convention.

FAIT à Bruxelles, le six décembre mil neuf cent soixante et un, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé auprès du Secrétaire Général du Conseil qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les Etats visés au paragraphe 1 de l'Article 20 de la présente Convention.

Pour l'Allemagne (Rép. Féd. d'):
For the Federal Republic of Germany:

Pour l'Australie:
For Australia:

Pour l'Autriche:
For Austria:

Pour la Belgique:
For Belgium:

Pour le Danemark:
For Denmark:

Pour l'Espagne:
For Spain:

- (g) declarations and notifications made in accordance with Article 26, and the date on which reservations or withdrawals of reservations take effect.

Article 28

In accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations, the present Convention shall be registered with the Secretariat of the United Nations at the request of the Secretary General of the Council.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned plenipotentiaries have signed the present Convention.

DONE at Brussels this sixth day of December nineteen hundred and sixty-one, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single original which shall be deposited with the Secretary General of the Council who shall transmit certified copies to all the States referred to in Article 20, paragraph 1, of the present Convention.

Pour la Finlande:
For Finland:

Pour la France:
For France:

Pour la Grèce:
For Greece:

Pour Haïti:
For Haiti:

Pour l'Indonésie:
For Indonesia:

Pour l'Iran:
For Iran:

Pour l'Irlande:
For Ireland:

Pour Israël:
For Israel:

Pour l'Italie:
For Italy:

Pour le Liban:
For Lebanon:

Pour le Luxembourg:
For Luxembourg:

Pour la Norvège:
For Norway:

Pour le Pakistan:
For Pakistan:

Pour les Pays-Bas (Royaume des):
For the Kingdom of the Netherlands:

Pour le Portugal:
For Portugal:

Pour la République Arabe Unie:
For the United Arab Republic:

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord:
For the United Kingdom of Great Britain
and Northern Ireland:

Pour le Soudan:
For Sudan:

Pour la Suède:
For Sweden:

Pour la Suisse:
For Switzerland:

Pour la Turquie:
For Turkey:

Pour la Yougoslavie:
For Yugoslavia:

ANNEXE

MODELE DE CARNET A. T. A.

**Le carnet A. T. A. est imprimé en français ou en anglais
et, au besoin, dans une deuxième langue.**

**Les dimensions du carnet A. T. A. sont 396 × 210 mm
et celles des volets 297 × 210 mm.**

ANNEX**MODEL OF A. T. A. CARNET**

**The A. T. A. carnet shall be printed in English or French
and may also be printed in a second language.**

**The size of the A. T. A. carnet shall be 396 × 210 mm.
and that of the vouchers 297 × 210 mm.**

Première page de la couverture

(Association émettrice)

CHAÎNE DE GARANTIE INTERNATIONALE

CARNET A. T. A. N°

**CARNET DE PASSAGES EN DOUANE POUR L'ADMISSION TEMPORAIRE
CONVENTION DOUANIERE SUR LE CARNET A. T. A. POUR L'ADMISSION TEMPORAIRE
DE MARCHANDISES**

(Avant de remplir le carnet, lire la notice page 3 de la couverture)

CARNET VALABLE JUSQU'AU **INCLUS**

DELIVRE PAR

TITULAIRE

REPRESENTE PAR (*)

Utilisation prévue des marchandises

Ce carnet est valable dans les pays ci-après, sous la garantie des associations suivantes :

A charge pour le titulaire et son représentant de se conformer aux lois et règlements du pays de départ et des pays d'importation.

Emis à, le

.....
(Signature du titulaire)

.....
(Signature du Délégué
de l'Association émettrice)

ATTESTATION DES AUTORITES DOUANIERES

1. Apposé les marques d'identification mentionnées dans la colonne 7 en regard du(des) numéro(s) d'ordre suivant(s) de la liste générale
2. Vérifié les marchandises (*).
3. Enregistré sous le n° (*)

.....
(Bureau de douane)

.....
(Lieu)


.....
(Date)

.....
(Signature et Timbre)

(*) Biffer s'il y a lieu.



Page 1 of the cover

(Issuing Association)
INTERNATIONAL GUARANTEE CHAIN A. T. A. CARNET No. 

**CARNET DE PASSAGES EN DOUANE FOR TEMPORARY ADMISSION
CUSTOMS CONVENTION ON THE A. T. A. CARNET FOR THE TEMPORARY ADMISSION
OF GOODS**

(Before completing the carnet, please read notes on page 3 of the cover)

CARNET VALID UNTIL **INCLUSIVE**

ISSUED BY

HOLDER

REPRESENTED BY (*)

Intended use of goods

This carnet may be used in the following countries under the guarantee of the following associations :

The holder of this carnet and his representative will be held responsible for compliance with the laws and regulations of the country of departure and the countries of importation.

Issued at (date).....

.....
(Holder's signature)

.....
(Signature of authorised Official
of the Issuing Association)

CERTIFICATE BY CUSTOMS AUTHORITIES

1. Identification marks have been affixed as indicated in column 7 against the following item No(s). of the General List
2. Goods examined (*).
3. Registered under reference No. (*)

.....
(Customs office)

.....
(Place)

.....
(Date)

.....
(Signature and stamp)



(*) Delete if inapplicable.

FEUILLE SUPPLEMENTAIRE N° A LA LISTE GENERALE


.....
(Signature du titulaire).....
(Signature du Délégué
de l'Association émettrice)

N° d'ordre	Désignation commerciale des marchandises et, le cas échéant, marques et numéros	Nombre	Poids ou quantité	Valeur (*)	Pays d'origine (**)	Marques d'identification apposées par la douane	
1	2	3	4	5	6	7	8
	Report						
	A reporter						

(*) Valeur commerciale dans le pays d'émission du carnet.

(**) S'il est différent du pays d'émission du carnet.

INTERNATIONAL GUARANTEE CHAIN

A. T. A. CARNET No. 

GENERAL LIST — CONTINUATION SHEET No.

.....
(Holder's signature).....
(Signature of authorised Official
of the Issuing Association)

Item No.	Trade description of goods and marks and numbers, if any	Number	Weight or Quantity	Value (*)	Country of origin (**)	Identification marks affixed by Customs	
1	2	3	4	5	6	7	8
	Total carried over						
	Total carried over						

(*) Commercial value in country of issue of the carnet.

(**) If different from country of issue of the carnet.

N° d'ordre	Désignation commerciale des marchandises et, le cas échéant, marques et numéros	Nombre	Poids ou quantité	Valeur (*)	Pays d'origine (**)	Marques d'identification apposées par la douane	
						7	8
1	2	3	4	5	6	7	8
	Report						
	A reporter						

(*) Valeur commerciale dans le pays d'émission du carnet.

(**) S'il est différent du pays d'émission du carnet.

Item No.	Trade description of goods and marks and numbers, if any	Number	Weight or Quantity	Value (*)	Country of origin (**)	Identification marks affixed by Customs	
1	2	3	4	5	6	7	8
	Total carried over						
	Total carried over						

(*) Commercial value in country of issue of the carnet.

(**) If different from country of issue of the carnet.

SOUCHE DE SORTIE N°

CARNET A. T. A. N°

1. Les marchandises énumérées à la liste générale sous le(s) n°(s) ont été exportées.
2. Date limite pour la réimportation en franchise (*)
3. Autres mentions (*)

.....
(Bureau de douane).....
(Lieu).....
(Date).....
(Signature et Timbre)

(*) Biffer s'il y a lieu.

VOLET DE SORTIE N°

CARNET A. T. A. N°

- A) Le carnet est valable jusqu'au inclus.
 Délivré par
 Titulaire
 Représenté par (*)

B) Déclaration d'exportation temporaire.

1. Je soussigné (**)
 dûment autorisé par (*) (**)
 a) déclare exporter temporairement les marchandises énumérées à la liste figurant au verso et reprises
 à la liste générale sous le(s) n°(s)
 b) déclare que les marchandises sont destinées à être utilisées pour
 c) m'engage à réimporter ces marchandises dans le délai fixé par le bureau de douane (*).
2. Indications concernant :
 a) Nombre, nature, marques, etc., des colis (*)
 b) Moyen de transport (*)

.....
(Lieu).....
(Date).....
(Signature)

C) Dédouanement à la sortie.

1. Les marchandises faisant l'objet de la déclaration ci-dessus ont été exportées.
2. Date limite pour la réimportation en franchise (*)
3. Autres mentions (*)
4. Le présent volet devra être transmis au bureau de douane de (*)


.....
(Bureau de douane).....
(Lieu).....
(Date).....
(Signature et Timbre)

(*) Biffer s'il y a lieu.


(**) Nom et adresse en majuscules d'imprimerie.

D) Réserve à la douane.

EXPORTATION COUNTERFOIL No.

A. T. A. CARNET No. 

1. The goods described in the General List under item No(s) have been exported.
2. Final date for duty-free re-importation (*)
3. Other remarks (*)

.....
 (Customs office) (Place) (Date) (Signature and stamp) 

(*) Delete if inapplicable.

EXPORTATION VOUCHER No.

A. T. A. CARNET No. 

- (A) This carnet is valid until inclusive.
- Issued by
- Holder
- Represented by (*)


(B) Temporary exportation declaration.

1. I, (**)
- duly authorised by (*) (**)
- (a) declare that I am temporarily exporting the goods enumerated in the list overleaf and described in the General List under item No(s).;
- (b) declare that the purpose for which the goods are being temporarily exported is
- (c) undertake to re-import the goods within the period stipulated by the Customs office (*).
2. Identifying particulars concerning :
- (a) packages (number, kind, marks, etc.) (*)
- (b) means of transport (*)

.....
 (Place) (Date) (Signature)

(C) Clearance on exportation.

1. The goods referred to in the above declaration have been exported.
2. Final date for duty-free re-importation (*)
3. Other remarks (*)
4. This voucher must be forwarded to the Customs office of (*)

.....
 (Customs office) (Place) (Date) (Signature and stamp) 

(*) Delete if inapplicable.

(**) Name and address in block letters.

(D) For official use.

VOLET DE N° FEUILLE SUPPLEMENTAIRE N° CARNET A. T. A. N°

N° d'ordre	Désignation commerciale des marchandises et, le cas échéant, marques et numéros	Nombre	Poids ou quantité	Valeur (*)	Pays d'origine (**)	Réservé à la douane	
1	2	3	4	5	6	7	8
	Report						
	À reporter						

(*) Valeur commerciale dans le pays d'émission du carnet.

(**) S'il est différent du pays d'émission du carnet.

SOUCHE DE REIMPORTATION N°

CARNET A. T. A. N°

1. Les marchandises énumérées à la liste générale sous le(s) n°(s)
exportées temporairement sous le couvert du(des) volet(s) de sortie n°(s)
du présent carnet ont été réimportées.
2. Autres mentions (*)

.....
(Bureau de douane).....
(Lieu).....
(Date).....
(Signature et Timbre)

(*) Biffer s'il y a lieu.

VOLET DE REIMPORTATION N°

CARNET A. T. A. N°

- A) Le carnet est valable jusqu'au inclus.
Délivré par
Titulaire
Représenté par (*)

B) Déclaration de réimportation.

1. Je soussigné (**)
dûment autorisé par (*) (**)
a) déclare que les marchandises énumérées à la liste figurant au verso et reprises à la liste générale
sous le(s) n°(s) ont été exportées temporairement sous le couvert du (des)
volet(s) de sortie n°(s) du présent carnet;
b) demande la réimportation en franchise de ces marchandises;
c) déclare qu'elles n'ont subi aucune ouverture à l'étranger, sauf celles énumérées sous n°(s)
de la liste figurant au verso (*).
2. Indications concernant les marchandises non réimportées (*)
3. Indications concernant :
a) Nombre, nature, marques, etc., des colis (*)
b) Moyen de transport (*)

.....
(Lieu).....
(Date).....
(Signature)

C) Dédouanement à la réimportation.

1. Les marchandises visées au paragraphe 1 de la déclaration ci-dessus ont été réimportées.
2. Autres mentions (*)

3. Le présent volet devra être transmis au bureau de douane de (*)

.....
(Bureau de douane).....
(Lieu).....
(Date).....
(Signature et Timbre)

(*) Biffer s'il y a lieu.

(**) Nom et adresse en majuscules d'imprimerie.

D) Réserve à la douane.

RE-IMPORTATION COUNTERFOIL No. _____ A. T. A. CARNET No. _____

1. The goods described in the General List under item No(s) _____
 which were temporarily exported under cover of exportation voucher(s) No(s) _____
 of this carnet have been re-imported.
2. Other remarks (*) _____

 (Customs office) (Place) (Date) (Signature and stamp) 

(*) Delete if inapplicable.

RE-IMPORTATION VOUCHER No. _____ A. T. A. CARNET No. _____

- (A) This carnet is valid until _____ inclusive.
 Issued by _____
 Holder _____
 Represented by (*) _____

(B) Re-importation declaration.

1. I, _____ (**)
 duly authorised by (*) _____ (**)
 (a) declare that the goods enumerated in the list overleaf and described in the General List under
 item No(s) _____ were temporarily exported under cover of exportation voucher(s)
 No(s) _____ of this carnet;
 (b) request duty-free re-importation of the said goods;
 (c) declare that the said goods have not undergone any process abroad / except for those described
 under No(s) _____ in the list overleaf (*).
2. Particulars concerning goods not re-imported (*) _____
3. Identifying particulars concerning :
 (a) packages (number, kind, marks, etc.) (*) _____
 (b) means of transport (*) _____

 (Place) (Date) (Signature)

(C) Clearance on re-importation.

1. The goods referred to in paragraph 1 of the above declaration have been re-imported.
 2. Other remarks (*) _____
 3. This voucher must be forwarded to the Customs office of (*) _____

 (Customs office) (Place) (Date) (Signature and stamp) 

(*) Delete if inapplicable. (**) Name and address in block letters.

(D) For official use.

SOUCHE D'ENTREE N°

CARNET A. T. A. N°

1. Les marchandises énumérées à la liste générale sous le(s) n°(s) ont été importées temporairement.
2. Date limite pour la réexportation/la représentation à la douane (*), des marchandises
3. Enregistré sous le n° (*)
4. Autres mentions (*)

.....
(Bureau de douane).....
(Lieu).....
(Date).....
(Signature et Timbre)

(*) Biffer s'il y a lieu.

VOLET D'ENTREE N°

CARNET A. T. A. N°

- A) Le carnet est valable jusqu'au inclus.
 Délivré par
 Titulaire
 Représenté par (*)

B) Déclaration d'importation temporaire.

1. Je soussigné (**)
 dûment autorisé par (*) (**)
 a) déclare importer temporairement, dans les conditions prévues par les lois et règlements du pays d'importation, les marchandises énumérées à la liste figurant au verso et reprises à la liste générale sous le(s) n°(s) ;
 b) déclare que les marchandises sont destinées à être utilisées pour ;
 c) m'engage à observer ces lois et règlements / et à réexporter ces marchandises dans les délais fixés par le bureau de douane (*);
 d) certifie sincères et complètes les indications portées sur le présent volet.
2. Indications concernant :
 a) Nombre, nature, marques, etc., des colis (*)
 b) Moyen de transport (*)

.....
(Lieu).....
(Date).....
(Signature)

C) Dédouanement à l'entrée.

1. Les marchandises faisant l'objet de la déclaration ci-dessus ont été importées temporairement.
2. Date limite pour la réexportation / la représentation à la douane (*), des marchandises
3. Enregistré sous le n° (*)
4. Autres mentions (*)

.....
(Bureau de douane).....
(Lieu).....
(Date).....
(Signature et Timbre)

(*) Biffer s'il y a lieu.

(**) Nom et adresse en majuscules d'imprimerie.

D) Réserve à la douane.

IMPORTATION COUNTERFOIL No. _____ A. T. A. CARNET No. _____

- 1. The goods described in the General List under item No(s) _____ have been temporarily imported.
- 2. Final date for re-exportation / production to the Customs (*) _____
- 3. Registered under reference No. (*) _____
- 4. Other remarks (*) _____

(Customs office) (Place) (Date) (Signature and stamp)

(*) Delete if inapplicable.



IMPORTATION VOUCHER No. _____ A. T. A. CARNET No. _____

- (A) This carnet is valid until _____ inclusive.
- Issued by _____
- Holder _____
- Represented by (*) _____

(B) Temporary importation declaration.

- 1. I, _____ (**)
duly authorised by (*) _____ (**)
(a) declare that I am temporarily importing, in compliance with the conditions laid down in the laws and regulations of the country of importation, the goods enumerated in the list overleaf and described in the General List under item No(s) _____;
- (b) declare that the purpose for which the said goods are being temporarily imported is _____ at _____;
- (c) undertake to comply with these laws and regulations / and to re-export the said goods within the period stipulated by the Customs office (*);
- (d) declare that the particulars entered on this voucher are true and complete.
- 2. Identifying particulars concerning :
(a) packages (number, kind, marks, etc.) (*) _____
- (b) means of transport (*) _____

(Place) (Date) (Signature)

(C) Clearance on importation.

- 1. The goods referred to in the above declaration have been temporarily imported.
- 2. Final date for re-exportation / production to the Customs (*) _____
- 3. Registered under reference No. (*) _____
- 4. Other remarks (*) _____

(Customs office) (Place) (Date) (Signature and stamp)

(*) Delete if inapplicable.

(**) Name and address in block letters.



(D) For official use.

Item No.	Trade description of goods and marks and numbers, if any	Number	Weight or Quantity	Value (*)	Country of origin (**)	For official use	
1	2	3	4	5	6	7	8
	Total carried over						

(*) Commercial value in country of issue of the carnet.

(**) If different from country of issue of the carnet.

SOUCHE DE REEXPORTATION N°

CARNET A. T. A. N°

1. Les marchandises énumérées à la liste générale sous le(s) n°(s)
importées temporairement sous le couvert du(des) volet(s) d'entrée n°(s)
du présent carnet, ont été réexportées (*).
2. Mesures prises à l'égard des marchandises représentées mais non réexportées
3. Mesures prises à l'égard des marchandises non représentées et non destinées à une réexportation ultérieure (*).
4. Enregistré sous le n° (*)

(Bureau de douane)

(Lieu)

(Date)

(Signature et Timbre)

(*) Biffer s'il y a lieu.

VOLET DE REEXPORTATION N°

CARNET A. T. A. N°

- A) Le carnet est valable jusqu'au inclus.
 Délivré par
 Titulaire
 Représenté par (*)

B) Déclaration de réexportation.

1. Je soussigné (**)
dûment autorisé par (*) (**)
déclare réexporter les marchandises énumérées à la liste figurant au verso et reprises à la liste générale
sous le(s) n°(s) qui ont été importées temporairement sous le couvert du(des)
volets(s) d'entrée n°(s) du présent carnet (*).
2. Indications concernant les marchandises représentées, mais non destinées à la réexportation (*)
3. Indications concernant les marchandises non représentées et non destinées à une réexportation ultérieure (*)
4. À l'appui de mes déclarations, je présente les documents suivants (*)
5. Indications concernant :
 a) Nombre, nature, marques, etc., des colis (*)

(Lieu)

(Date)

(Signature)

C) Dédouanement à la réexportation.

1. Les marchandises visées au paragraphe 1 de la déclaration ci-dessus ont été réexportées (*).
2. Mesures prises à l'égard des marchandises représentées, mais non réexportées (*)
3. Mesures prises à l'égard des marchandises non représentées et non destinées à une réexportation ultérieure (*)
4. Enregistré sous le n° (*)
5. Le présent volet devra être transmis au bureau de douane de (*)

(Bureau de douane)

(Lieu)

(Date)

(Signature et Timbre)

(*) Biffer s'il y a lieu.

(**) Nom et adresse en majuscules d'imprimerie.

D) Réservé à la douane.

RE-EXPORTATION COUNTERFOIL No. _____ A. T. A. CARNET No. _____

1. The goods described in the General List under item No(s). _____
temporarily imported under cover of importation voucher(s) No(s). _____ of this carnet have been re-exported (*).
2. Action taken in respect of goods produced but not re-exported (*) _____
3. Action taken in respect of goods not produced and not intended for later re-exportation (*) _____
4. Registered under reference No. (*) _____

(Customs office)

(Place)

(Date)

(Signature and stamp)

(*) Delete if inapplicable.

RE-EXPORTATION VOUCHER No. _____ A. T. A. CARNET No. _____

- (A) This carnet is valid until _____ inclusive.
 Issued by _____
 Holder _____
 Represented by (*) _____

(B) Re-exportation declaration.

1. I, _____ (**)
duly authorised by (*) _____ (**)
declare that I am re-exporting the goods enumerated in the list overleaf and described in the General
List under item No(s). _____, which were temporarily imported under cover of importation
voucher(s) No(s). _____ of this carnet (*).
2. Particulars concerning goods produced but not intended for re-exportation (*) _____
3. Particulars concerning goods not produced and not intended for later re-exportation (*) _____
4. In support of this declaration, I present the following documents (*) _____
5. Identifying particulars concerning :
 (a) packages (number, kind, marks, etc.) (*) _____
 (b) means of transport (*) _____

(Place)

(Date)

(Signature)

(C) Clearance on re-exportation.

1. The goods referred to in paragraph 1 of the above declaration have been re-exported (*).
2. Action taken in respect of goods produced but not re-exported (*) _____
3. Action taken in respect of goods not produced and not intended for later re-exportation (*) _____
4. Registered under reference No. (*) _____
5. This voucher must be forwarded to the Customs office of (*) _____

(Customs office)

(Place)

(Date)

(Signature and stamp)

(*) Delete if inapplicable.

(**) Name and address in block letters.

(D) For official use.

SOUCHE DE TRANSIT N°

CARNET A. T. A. N°

Dédouanement pour le transit.

1. Les marchandises énumérées à la liste générale sous le(s) n°(s) ont été expédiées en transit sur le bureau de douane de
2. Date limite pour la réexportation / la représentation à la douane (*), des marchandises
3. Enregistré sous le n° (*)

.....
(Bureau de douane).....
(Lieu).....
(Date).....
(Signature et Timbre)**Certificat de décharge du bureau de destination.**

1. Les marchandises visées au paragraphe 1 ci-dessus ont été réexportées / représentées (*).
2. Autres mentions (*)

.....
(Bureau de douane).....
(Lieu).....
(Date).....
(Signature et Timbre)

(*) Biffer s'il y a lieu.

VOLET DE TRANSIT N°

CARNET A. T. A. N°

- A) Le carnet est valable jusqu'au inclus.
 Délivré par
 Titulaire
 Représenté par (*)

B) Déclaration d'expédition en transit.

1. Je soussigné (**)
 dûment autorisé par (*) (**)
 a) déclare expédier à dans les conditions prévues
 par les lois et règlements du pays de transit, les marchandises énumérées à la liste figurant au verso
 et reprises à la liste générale sous le(s) n°(s)
- b) m'engage à observer les lois et règlements du pays de transit et à représenter ces marchandises,
 le cas échéant sous scelllements intacts, en même temps que le présent carnet au bureau de douane
 de destination dans le délai fixé par la douane;
- c) certifie sincères et complètes les indications portées sur le présent volet.
2. Indications concernant :
- a) Nombre, nature, marques, etc., des colis (*)
- b) Moyen de transport (*)

.....
(Lieu).....
(Date).....
(Signature)**C) Dédouanement pour le transit.**

1. Les marchandises faisant l'objet de la déclaration ci-dessus ont été dédouanées pour le transit sur
 le bureau de douane de
2. Date limite pour la réexportation / la représentation à la douane (*), des marchandises
3. Enregistré sous le n° (*)
4. Scelllements douaniers apposés (*)
5. Le présent volet devra être transmis au bureau de douane de (*)

.....
(Bureau de douane).....
(Lieu).....
(Date).....
(Signature et Timbre)**D) Certificat de décharge du bureau de destination.**


1. Les marchandises faisant l'objet de la déclaration ci-dessus ont été réexportées / représentées (*).
2. Autres mentions (*)

.....
(Bureau de douane).....
(Lieu).....
(Date).....
(Signature et Timbre)

(*) Biffer s'il y a lieu.

(**) Nom et adresse en majuscules d'imprimerie.

TRANSIT COUNTERFOIL No.

A. T. A. CARNET No. **Clearance for transit.**

1. The goods described in the General List under item No(s)
 have been despatched in transit to the Customs office of
2. Final date for re-exportation/production to the Customs (*)
3. Registered under reference No. (*)

(Customs office)

(Place)

(Date)

(Signature and stamp)

**Certificate of discharge by the Customs office of destination.**

1. The goods specified in paragraph 1 above have been re-exported/produced (*).
2. Other remarks (*)

(Customs office)

(Place)


(Date)

(Signature and stamp)



(*) Delete if inapplicable.

TRANSIT VOUCHER No.

A. T. A. CARNET No. 

(A) This carnet is valid until inclusive.

Issued by

Holder

Represented by (*)

(B) Declaration of despatch in transit.

1. I, (**)
 duly authorised by (*) (**)
 (a) declare that I am despatching to in compliance with the
 conditions laid down in the laws and regulations of the country of transit, the goods enumerated
 in the list overleaf and described in the General List under item No(s).
- (b) undertake to comply with the laws and regulations of the country of transit and to produce these
 goods, with seals (if any) intact, and this carnet to the Customs office of destination within the
 period stipulated by the Customs;
- (c) declare that the particulars entered in this voucher are true and correct.
2. Identifying particulars concerning :
 (a) packages (number, kind, marks, etc.) (*)
- (b) means of transport (*)

(Place)

(Date)

(Signature)

(C) Clearance for transit.

1. The goods referred to in the above declaration have been cleared for transit to the Customs office
 of
2. Final date for re-exportation / production to the Customs (*)
3. Registered under reference No. (*)
4. Customs seals affixed (*)
5. This voucher must be forwarded to the Customs office of (*)

(Customs office)

(Place)

(Date)

(Signature and stamp)

**(D) Certificate of discharge by the Customs office of destination.**

1. The goods referred to in the above declaration have been re-exported / produced (*).
2. Other remarks (*)

(Customs office)

(Place)

(Date)

(Signature and stamp)



(*) Delete if inapplicable.

(**) Name and address in block letters.

N° d'ordre	Désignation commerciale des marchandises et, le cas échéant, marques et numéros	Nombre	Poids ou quantité	Valeur (*)	Pays d'origine (**)	Réservé à la douane	
1	2	3	4	5	6	7	8
	A reporter						

(*) Valeur commerciale dans le pays d'émission du carnet.

(**) S'il est différent du pays d'émission du carnet.

Item No.	Trade description of goods and marks and numbers, if any	Number	Weight or Quantity	Value (*)	Country of origin (**)	For official use	
1	2	3	4	5	6	7	8
	Total carried over						

(*) Commercial value in country of issue of the carnet.

(**) If different from country of issue of the carnet.

SOUCHE DE TRANSIT N°

CARNET A. T. A. N°

Dédouanement pour le transit.

1. Les marchandises énumérées à la liste générale sous le(s) n°(s) ont été expédiées en transit sur le bureau de douane de
2. Date limite pour la réexportation / la représentation à la douane (*), des marchandises
3. Enregistré sous le n° (*)

.....
(Bureau de douane).....
(Lieu).....
(Date).....
(Signature et Timbre)**Certificat de décharge du bureau de destination.**

1. Les marchandises visées au paragraphe I ci-dessus ont été réexportées / représentées (*).
2. Autres mentions (*)

.....
(Bureau de douane).....
(Lieu).....
(Date).....
(Signature et Timbre)

(*) Biffer s'il y a lieu.

VOLET DE TRANSIT N°

CARNET A. T. A. N°

A) Le carnet est valable jusqu'au

.....
inclus.

Délivré par

Titulaire

Représenté par (*)

B) **Déclaration d'expédition en transit.**

1. Je soussigné (**)
dûment autorisé par (*) (**)
a) déclare expédier à dans les conditions prévues
par les lois et règlements du pays de transit, les marchandises énumérées à la liste figurant au verso
et reprises à la liste générale sous le(s) n°(s)
- b) m'engage à observer les lois et règlements du pays de transit et à représenter ces marchandises,
le cas échéant sous scelllements intacts, en même temps que le présent carnet au bureau de douane
de destination dans le délai fixé par la douane;
- c) certifie sincères et complètes les indications portées sur le présent volet.
2. Indications concernant :
a) Nombre, nature, marques, etc., des colis (*)
- b) Moyen de transport (*)

.....
(Lieu).....
(Date).....
(Signature)C) **Dédouanement pour le transit.**

1. Les marchandises faisant l'objet de la déclaration ci-dessus ont été dédouanées pour le transit sur
le bureau de douane de
2. Date limite pour la réexportation / la représentation à la douane (*), des marchandises
3. Enregistré sous le n° (*)
4. Scelllements douaniers apposés (*)
5. Le présent volet devra être transmis au bureau de douane de (*)

.....
(Bureau de douane).....
(Lieu).....
(Date).....
(Signature et Timbre)D) **Certificat de décharge du bureau de destination.**

1. Les marchandises faisant l'objet de la déclaration ci-dessus ont été réexportées / représentées (*).
2. Autres mentions (*)

.....
(Bureau de douane).....
(Lieu).....
(Date).....
(Signature et Timbre)

(*) Biffer s'il y a lieu.

(**) Nom et adresse en majuscules d'imprimerie.

TRANSIT COUNTERFOIL No.

A. T. A. CARNET No. **Clearance for transit.**

1. The goods described in the General List under item No(s)
have been despatched in transit to the Customs office of
2. Final date for re-exportation/production to the Customs (°)
3. Registered under reference No. (*)

(Customs office)

(Place)

(Date)

(Signature and stamp)

**Certificate of discharge by the Customs office of destination.**

1. The goods specified in paragraph 1 above have been re-exported/produced (**).
2. Other remarks (*)

(Customs office)

(Place)

(Date)

(Signature and stamp)



(*) Delete if inapplicable.

TRANSIT VOUCHER No.

A. T. A. CARNET No. 

- (A) This carnet is valid until inclusive.
 Issued by
 Holder
 Represented by (*)

(B) Declaration of despatch in transit.

1. I, (**)
 duly authorised by (*) (**)
 (a) declare that I am despatching to, in compliance with the
 conditions laid down in the laws and regulations of the country of transit, the goods enumerated
 in the list overleaf and described in the General List under item No(s).
- (b) undertake to comply with the laws and regulations of the country of transit and to produce these
 goods, with seals (if any) intact, and this carnet to the Customs office of destination within the
 period stipulated by the Customs;
- (c) declare that the particulars entered in this voucher are true and correct.
2. Identifying particulars concerning :
 (a) packages (number, kind, marks, etc.) (*)
- (b) means of transport (*)

(Place)

(Date)

(Signature)

(C) Clearance for transit.

1. The goods referred to in the above declaration have been cleared for transit to the Customs office
 of
2. Final date for re-exportation / production to the Customs (*)
3. Registered under reference No. (*)
4. Customs seals affixed (*)
5. This voucher must be forwarded to the Customs office of (*)

(Customs office)

(Place)

(Date)

(Signature and stamp)

**(D) Certificate of discharge by the Customs office of destination.**

1. The goods referred to in the above declaration have been re-exported / produced (*).
2. Other remarks (*)

(Customs office)

(Place)

(Date)

(Signature and stamp)



(*) Delete if inapplicable.

(**) Name and address in block letters.

NOTICE CONCERNANT L'UTILISATION DU CARNET A. T. A.

1. Toutes les marchandises placées sous le couvert du carnet doivent figurer dans les colonnes 1 à 6 de la liste générale. Lorsque l'espace réservé à celle-ci, au verso de la couverture, n'est pas suffisant, il y a lieu d'utiliser des feuilles supplémentaires conformes au modèle officiel.
 2. A l'effet d'arrêter la liste générale, on doit mentionner in fine, en chiffres et en toutes lettres, les totaux des colonnes 3 et 5. Si la liste générale comporte plusieurs pages, le nombre de feuilles supplémentaires doit être indiqué en chiffres et en toutes lettres au bas du verso de la couverture.
Les mêmes méthodes doivent être suivies pour les listes des volets.
 3. Chacune des marchandises doit être affectée d'un numéro d'ordre qui doit être indiqué dans la colonne 1.
Les marchandises comportant des parties séparées (y compris les pièces de rechange et les accessoires) peuvent être affectées d'un seul numéro d'ordre. Dans ce cas il y a lieu de préciser, dans la colonne 2, la nature, la valeur et, en tant que de besoin, le poids de chaque partie, seuls le poids total et la valeur totale devant figurer dans les colonnes 4 et 5.
 4. Lors de l'établissement des listes des volets, on doit utiliser les mêmes numéros d'ordre que ceux de la liste générale.
 5. Pour faciliter le contrôle douanier, il est recommandé d'indiquer lisiblement sur chaque marchandise (y compris les parties séparées) le numéro d'ordre correspondant.
 6. Les marchandises de même nature peuvent être groupées, à condition qu'un numéro d'ordre soit affecté à chacune d'entre elles. Si les marchandises groupées ne sont pas de même valeur ou poids, on doit indiquer leur valeur et, s'il y a lieu, leur poids respectif dans la colonne 2.
 7. Dans le cas de marchandises destinées à une exposition, il est conseillé à l'importateur, dans son propre intérêt, d'indiquer en B, 1, b) du volet d'importation, le nom de l'exposition et le lieu où elle se tient ainsi que le nom et l'adresse de son organisateur.
 8. Le carnet doit être rempli de manière lisible et indélébile.
 9. Toutes les marchandises couvertes par le carnet doivent être vérifiées et prises en charge dans le pays de départ et y être présentées à cette fin, en même temps que le carnet, aux autorités douanières, sauf dans les cas où cet examen n'est pas prescrit par la réglementation douanière de ce pays.
 10. Lorsque le carnet est rempli dans une autre langue que celle du pays d'importation, les autorités douanières peuvent exiger une traduction.
 11. Le titulaire restitue à l'association émettrice les carnets périmés ou dont il n'a plus l'usage.
 12. Toute indication chiffrée doit être exprimée en chiffres arabes.
-

Page 3 of the cover

NOTES ON THE USE OF THE A T. A. CARNET

- 1 All goods covered by the carnet shall be entered in columns 1 to 6 of the General List. If the space provided for the General List on the reverse of the front cover is insufficient, continuation sheets conforming to the official model shall be used.
- 2 In order to close the General List, the totals of columns 3 and 5 shall be entered at the end of the list in figures and in writing. If the General List consists of several pages, the number of continuation sheets used shall be stated in figures and in writing at the foot of the list on the reverse of the front cover.

The lists on the vouchers shall be treated in the same way.
- 3 Each item shall be given an item number which shall be entered in column 1.

Goods comprising several separate parts (including spare parts and accessories) may be given a single item number. If so, the nature, the value and, if necessary, the weight of each separate part shall be entered in column 2 and only the total weight and value should appear in columns 4 and 5.
- 4 When making out the lists on the vouchers, the same item numbers shall be used as on the General List.
- 5 To facilitate Customs control, it is recommended that the goods (including separate parts thereof) be clearly marked with the corresponding item number.
- 6 Items answering to the same description may be grouped provided that each item so grouped is given a separate item number. If the items grouped are not of the same value or weight, their respective values and, if necessary, weights shall be specified in column 2.
- 7 If the goods are for exhibition, the importer is advised in his own interest to enter in B 1 (b) of the importation voucher the name and address of the exhibition and of its organizer.
- 8 The carnet shall be completed legibly and indelibly.
- 9 All goods covered by the carnet should be examined and registered in the country of departure and for this purpose should be presented together with the carnet to the Customs authorities there, except in cases where the Customs regulations of that country do not provide for such examination.
- 10 If the carnet has been completed in a language other than that of the country of importation, the Customs authorities may require a translation.
- 11 Expired carnets and carnets which the holder does not intend to use again shall be returned by him to the issuing association.
- 12 Arabic numerals shall be used throughout.

D. GOEDKEURING

De Overeenkomst behoeft ingevolge artikel 64 juncto artikel 60, lid 2, der Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal, alvorens tot toetreding kan worden overgegaan.

F. TOETREDING

Toetreding tot de Overeenkomst is voorzien in artikel 20, eerste lid, onder c.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst zullen ingevolge artikel 21, eerste lid, in werking treden drie maanden nadat vijf Staten de Overeenkomst zonder voorbehoud met betrekking tot bekrachtiging hebben ondertekend of een akte van bekrachtiging of toetreding hebben nedergelegd.

J. GEGEVENS

De onderhavige Overeenkomst is tot stand gekomen tijdens de 19e Zitting van de Internationale Douaneraad te Brussel.

Van de Algemene Overeenkomst van Genève van 30 oktober 1947 betreffende Tarieven en Handel, naar welke Overeenkomst onder meer wordt verwezen in de preambule tot de onderhavige Overeenkomst, is de tekst geplaatst in *Stb.* K 440. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1956, 29.

Van het Statuut van de Organisatie der Verenigde Naties voor Onderwijs, Wetenschap en Cultuur, naar welke Organisatie onder meer wordt verwezen in de preambule tot de onderhavige Overeenkomst, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1960, 131.

Van het op 15 december 1950 te Brussel gesloten Verdrag houdende instelling van een Internationale Douaneraad, naar welke Raad onder meer wordt verwezen in de preambule tot de onderhavige Overeenkomst, is de tekst geplaatst in *Trb.* 1951, 120. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1960, 65.

Van de op 8 juni 1961 te Brussel gesloten Douaneovereenkomst inzake de tijdelijke invoer van beroepsmateriaal, naar welke Overeenkomst wordt verwezen in artikel 3, lid 1 (a), van de onderhavige Overeenkomst, is de tekst geplaatst in *Trb.* 1962, 80.

Van de op 8 juni 1961 te Brussel gesloten Douaneovereenkomst tot het vergemakkelijken van de invoer van goederen bestemd voor vertoning of gebruik op tentoonstellingen, beurzen, congressen of soortgelijke manifestaties, naar welke Overeenkomst wordt verwezen

in artikel 3, lid 1 (b), van de onderhavige Overeenkomst, zal de tekst eerstdaags in het *Tractatenblad* worden bekendgemaakt.

Van het Handvest der Verenigde Naties, naar welke Organisatie onder meer in artikel 20 van de onderhavige Overeenkomst wordt verwezen, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Stb.* F 321. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1961, 24.

Uitgegeven de vierentwintigste augustus 1962.

De Minister van Buitenlandse Zaken a.i.,
J. DE QUAY.